

Unité interdépartementale Anjou Maine  
Pôle Carrières et Matériaux  
Rue du Cul d'Anon  
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy  
CS80145  
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 17 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GSM**

3 rue du Charron  
CS 90412  
44800 Saint-Herblain

Références : 2023-101\_INSP\_RAP\_SB\_GSM - Les Alleuds  
Code AIOT : 0006303244

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement GSM implanté Les Grandes Biousses - Les Alleuds 49320 Brissac Loire Aubance. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Il s'agissait d'une inspection inopinée visant à examiner les conditions d'accueil de déchets inertes destinés au remblayage du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM
- Les Grandes Biousses - Les Alleuds 49320 Brissac Loire Aubance
- Code AIOT : 0006303244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de sables et graviers autorisée pour une production maximale de 300 000 t/an. L'exploitation accordée en 2002 pour 20 ans a été prolongée jusqu'en 2024. La carrière a une surface d'environ 87 ha et est exploitée en grande partie en eau par des engins (pelleteuse). Le remblayage d'une partie de l'emprise avec des apports de déchets inertes externes est autorisé depuis 2013 sur une emprise de l'ordre de 13 ha. L'apport de matériaux extérieurs inertes en remblaiement est autorisé pour la remise en état. Le site est traversé par la RD n° 90 et par une voie communale. Des ouvrages souterrains permettent le franchissement de ces voies. L'effectif du site est de 9 personnes en permanence.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions d'acceptation et de gestion des déchets inertes réceptionnés sur le site ;
- prélèvement d'eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de**

**propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblayage	AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-2	/	Sans objet
2	Remblayage	AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-3	/	Sans objet
3	Remblayage	AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-4	/	Sans objet
4	Remblayage	AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-5	/	Sans objet
5	Remblayage	AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-6	/	Sans objet
6	Remblayage	AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4-3-3	/	Sans objet
8	Volet relatif à l'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Des dispositions existent en termes de procédures d'acceptation préalable et de suivi des apports de déchets inertes. L'inspection a néanmoins montré que la procédure d'acceptation préalable est perfectible, que des anomalies existent et que la validation des demandes d'acceptation préalables (DAP) doit être améliorée. Un nouveau logiciel doit être déployé d'ici 2 mois et devrait aller dans le sens d'une amélioration, selon l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets admissibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les installations ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none"><li>• des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive n°2008/98/CE, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobés relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</li><li>• des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li><li>• des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li><li>• des déchets non pelletables ;</li><li>• des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li><li>• des déchets radioactifs.</li></ul> II. - Liste des déchets admissibles Code déchets (1) / Description (1) / Restrictions <ul style="list-style-type: none"><li>- 17 01 01 / Bétons / Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de site contaminé, triés.</li><li>- 17 01 02 / Briques / Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de site contaminé, triés.</li><li>- 17 01 03 / Tuiles et céramiques / Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de site contaminé, triés.</li><li>- 17 01 07 / Mélange de béton, brique, tuiles et céramiques / Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de site contaminé, triés.</li><li>- 17 05 04 / Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse / A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés.</li><li>- 20 02 02 / Terres et pierres / Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.</li></ul> (1) figurant à la décision n°2000/532/CE visée à l'article 7 de la directive n°2008/98/CE.
<b>Constats :</b> Les constatations concernant ces prescriptions sont faites sur la base : <ul style="list-style-type: none"><li>- des documents présentés lors de l'inspection, à savoir les DAP (Demandes d'Accord Préalables) et les Bons de réception, relatifs aux déchets admis sur le site ;</li><li>- des indications données par les salariés ;</li><li>- des moyens disponibles vus in-situ ;</li><li>- de l'observation visuelle des apports et secteurs remblayés.</li></ul> L'organisation en termes d'accueils de déchets inertes prévoit que les DAP renseignées et validées doivent être adressées à l'opérateur à l'accueil de la carrière, avant la réception d'inertes sur le site. Une partie descriptive notamment de la nature des déchets, de leur origine et de leur quantité estimée est renseignée et signée par le client/producteur de déchets. Cette DAP doit ensuite faire l'objet d'une vérification puis d'une validation par une personne désignée de GSM. Il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>- de nombreuses DAP sont renseignées de manière incomplète (type de chantier, type de travaux d'où proviennent les déchets, codes déchets,...) ;</li><li>- certaines DAP ne sont pas signées (par exemple 2 sur 19 pour les clients dont le nom débute pas la lettre "T" depuis 2023) ;</li></ul>

<p>- différentes personnes de GSM signent les DAP.</p> <p>Le directeur d'exploitation et le directeur foncier ont précisé que préalablement à la signature des DAP, GSM vérifie que les déchets ne proviennent pas d'ICPE ou de sites pollués (avec le site Géorisque, basias et basol). La formalisation et la réalité de ce contrôle effectif n'ont pas pu être examinées sur le site de la carrière. Au vu des indications très partielles et/ou erronées des producteurs figurant sur les DAP, le contrôle indiqué semble difficilement réalisable et/ou pertinent.</p> <p>-des caméras permettent un contrôle visuel dans les bennes à la bascule (complété de visu en cas de doute) ;</p> <p>- un registre listant des refus est aussi présent ;</p> <p>- l'opérateur en charge de pousser les déchets dans leur emplacement final après déchargement procède à un contrôle visuel selon le chef de carrière. La mise en remblais est faite au plus dans les 24 à 48 h suivant l'apport des déchets selon le chef de carrière. Le lien entre un apport et le bon de réception est difficile mais concernerait donc un apport fait au plus dans les 48 h précédentes ;</p> <p>- in-situ, visuellement les déchets observés étaient terreux, quelques morceaux de bâche étaient visibles sur un apport et devront être retirés avant la mise en remblai.</p> <p>Visuellement (à défaut d'autres moyens), il n'a pas été observé d'apports de déchets proscrits.</p> <p>- La DAP relative au chantier Protec Métal (Écouflant) validée le 30/03/2023 par GSM a notamment été vue ainsi que les bons de réception associés du 31/03/2023 : la DAP est mal renseignée ("type de chantier" non précisé notamment) et le code déchets sur les bons est différent de la DAP. Malgré les incohérences de la DAP, celle-ci a été validée et les déchets acceptés, avec délivrance de bons de réception qualifiant les déchets de remblai, terre et cailloux, alors qu'il s'agissait de déchets de sable produits par une ICPE, déchets ne figurant pas dans la liste de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 16/01/2018.</p> <p>Concernant les anomalies de renseignements des DAP, GSM a indiqué le déploiement d'un nouveau logiciel de suivi (d'ici un à 2 mois) qui permettra par ailleurs de satisfaire aux exigences du RNDTS. En cas d'absence de renseignement des informations requises, les DAP ne pourront être finalisées selon l'exploitant.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant doit très largement fiabiliser les informations préalables à l'accueil de déchets sur son site. En outre, il doit aussi mettre en œuvre des dispositions pour fiabiliser les mécanismes de contrôle et de décision d'acceptation des déchets qui sont aujourd'hui très perfectibles (vraisemblablement en formalisant, dans une consigne ou procédure, les mécanismes et actions de contrôles à mettre en œuvre pour s'assurer que les déchets ne proviennent pas de sites pollués et sont bien inertes, préalablement à la validation de la DAP).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
--

## N° 2 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure d'admission préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant de l'installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>a) L'exploitant s'assure que les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées au point I de l'article 2.2 ;</p> <p>b) Il s'assure que les déchets entrent dans la liste des déchets admissibles mentionnés au point II de l'article 2.2, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>• que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.</li> </ul> <p>Les déchets qui n'entrent pas dans la liste des déchets admissibles mentionnés au point II de l'article 2.2 ne sont pas admis sur le site.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant de l'installation a mis en place une procédure d'acceptation préalable, afin de</p>

disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. Néanmoins, comme indiqué au point de contrôle 1, il apparaît que cette procédure est très perfectible et constitue un point de fragilité très important de l'appréciation et l'acceptation des apports. L'inspection des installations classées a noté sur la base des indications de l'opératrice à la bascule que dès lors que la DAP existe, le validateur de cette DAP fixe les codes déchets associés au chantier concerné par la DAP. Dès lors, à réception, lorsque le chauffeur qui apporte les déchets lui indique le code du chantier d'origine, au niveau du bon de réception, les codes déchets sont pré-définis et ne peuvent être modifiés.
<b>Observations :</b> Les constats et observations formulés au point de contrôle n°1 sont transposables ici pour améliorer et fiabiliser la procédure d'acceptation préalable existante.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Document préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>leur provenance : le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET et s'il y en existent, le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>l'origine des déchets ;</li> <li>leur destination ;</li> <li>leurs quantités en tonnes ;</li> <li>leurs caractéristiques : le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à la décision n°2000/532/CE visée à l'article 7 de la directive n°2008/98/CE ;</li> <li>les moyens de transport utilisés : le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET.</li> </ul> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. Ce document atteste la conformité des déchets à leur destination. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Ce document est conservé par l'exploitant et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué aux points de contrôle précédents, avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant doit disposer d'une DAP valide et signée par le producteur des déchets.</p> <p>Certaines des informations prévues (n°SIRET, coordonnées) ne sont pas systématiquement indiquées sur la DAP mais figurent toutefois dans la base informatique de l'exploitant.</p> <p>Outre les anomalies exposées aux points de contrôles précédents concernant les DAP, l'inspection des installations classées a aussi noté que GSM considère l'apporteur comme le "producteur" des déchets.</p>
<p><b>Observations :</b> GSM considère l'apporteur (son client) comme le "producteur" des déchets, lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a rappelé que le producteur de déchets est défini par le Code de l'environnement (Cf. article L.541-1-1 qui précise "Producteur de déchets : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement</p>

des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) "). L'exploitant doit tenir compte de cette définition dans le cadre des améliorations qu'il doit mettre en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b> Avant d'être admis, le chauffeur annonce le numéro d'identification du "chantier" d'origine des déchets à l'opératrice présente à la bascule. Cette indication lui permet de faire le lien avec la DAP et de saisir l'immatriculation du camion apportant les déchets (la vérification documentaire se fait par ce biais). Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation. Des caméras sont présentes et permettent à l'opératrice présente à la bascule de visualiser l'intérieur des bennes depuis son poste. En cas de doute, elle va de plus regarder directement dans les bennes.</p> <p>Lors du déchargement du camion, si le salarié de GSM en charge de la mise en place des remblais est présent (pas systématique), un contrôle visuel des déchets est fait. Le contrôle n'est donc pas systématiquement réalisé au déchargement par l'exploitant afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Comme déjà précisé, l'opérateur en charge de pousser les déchets dans leur emplacement final après déchargement procède à un contrôle visuel à ce moment . Cette opération peut être faite au plus dans les 24 à 48 h suivant l'apport (le déchargement) des déchets selon le chef de carrière ce qui ne facilite pas le lien entre un apport et son bon de réception.</p> <p>L'inspection des installations classées a noté que, outre le portail d'accès, un dispositif de barrière et jeton était présent au niveau de l'emprise recevant les remblais. Selon le chef de carrière, ce dispositif prévoit que lorsque l'opératrice de la bascule accepte un apport, elle fournit un jeton au chauffeur pour lui permettre d'ouvrir la barrière d'accès. Lors de l'inspection, ce dispositif était défaillant et la barrière était démontée. De fait, en l'absence de personnel en permanence sur le site à remblayer, un accès malveillant et/ou sans passage par la bascule ne peut-être exclu même si un panneau placé à l'entrée du site invite les chauffeurs à passer par la bascule qui est située sur un autre site distinct.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit assurer le contrôle de l'accès à la zone de remblais aux seules personnes autorisées pour éviter tout acte malveillant ou dépôt sans passage par la bascule (cf. notamment l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 qui prévoit "Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit").</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accusé de réception
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en</p>

complétant le document prévu à l'article 2.4 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un bon de réception (accusé d'acceptation) au chauffeur qui apporte les déchets.</p> <p>Ce bon de réception renseigné dans la base de données informatisée contient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées rappelle que l'accusé de réception doit être délivré au "producteur des déchets" tel que définit par le Code de l'environnement (Cf. Art. L.541-1-1 déjà évoqué en observations du point de contrôle n°3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 6 :** Remblayage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2018, article 2-7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Registre d'admission</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>• le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.5 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>• le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>En cas de changement d'exploitant, le registre et la localisation des remblais, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.</p> <p>Ce registre et la localisation des remblais, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, sont également annexés à la notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, transmise au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés.</p> <p>Ce registre est constitué par la base de données informatisées de l'exploitant.</p> <p>Le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.5 ne figure pas dans ce registre (n'est pas dans la base de données).</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre "papier" des refus qui précise notamment le motif de refus d'admission. Il considère par défaut que tous les déchets font l'objet d'un contrôle visuel et que pour ceux qui sont admis, le résultat du contrôle est de fait satisfaisait.</p> <p>L'exploitant tient à jour également un plan topographique qui doit permettre de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. L'inspection a montré que l'opératrice de la bascule dispose d'un plan du secteur à remblayer quadrillé où lui est précisé la destination des apports (le secteur en cours de remblayage). Elle renseigne cet emplacement (le carroyage) dans la base de données et il figure sur le bon de réception des apports.</p> <p>L'inspection a toutefois montré que ce dispositif est très perfectible et inopérant notamment compte tenu du</p>



manque d'actualisation des informations à la disposition de l'opératrice d'accueil. L'identification du carroyage (coordonnées (x, y) du secteur en cours de remblayage) n'est pas actualisée en "temps réel" sur le plan dont elle dispose, lorsqu'il évolue. Ce point a pu être observé sur les apports faits lors de l'inspection. Ils étaient renseignés en L6 alors qu'ils devraient être mis en remblais en L14 (modification faite lors de l'inspection).
<b>Observations :</b> L'exploitant doit améliorer ses pratiques pour que le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.5 soit enregistré et pour que le plan topographique permette de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur son registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4-3-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ppoint de prélèvement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de lavage des matériaux sont prélevées dans un bassin tampon et intégralement recyclées dans ce bassin après traitement dans des bassins de décantation convenablement dimensionnés et régulièrement entretenus.
<b>Constats :</b> Les installations de traitement des matériaux (dont lavage) disposent d'une station de clarification des eaux de procédé. Les eaux utilisées par les installations proviennent du bassin d'eau claire de cette station. Après utilisation dans les installations, ces eaux chargées rejoignent un bassin de décantation au niveau de la station. La décantation y est accélérée par ajout d'un floculant. En sortie de ce bassin de décantation, les eaux clarifiées reviennent ensuite vers le bassin d'eau claire pour être réutilisées. Au niveau du bassin de décantation, les boues sont régulièrement évacuées par pompage et envoyées vers un bassin (un secteur d'excavation terminé) hors de la station. S'agissant de boues, elles se composent d'une quantité d'eau non négligeable restituée au milieu d'origine. En sortie de traitement, les matériaux sont humides et les stocks s'égouttent naturellement. Les écoulements d'eau sont restitués à leur milieu d'origine. Les matériaux commercialisés conservent un taux d'humidité variant de 4 à 8% de leur masse. Les eaux de lavage des matériaux sont prélevées dans un bassin tampon (bassin d'eau claire) et intégralement recyclées dans ce bassin après traitement dans un bassin de décantation convenablement dimensionné et régulièrement entretenu. Un appoint en eau est nécessaire pour alimenter le bassin d'eau claire, afin de compenser ces restitutions d'eau faites au milieu naturel (via les boues et égouttures) et l'export d'eau dans les produits finis (% d'humidité). L'appoint se fait à partir d'un pompage dans le milieu naturel, dans bassin (plan d'eau) sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 :** Volet relatif à l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Enregistrement de la quantité d'eau prélevée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.

[...]
<p><b>Constats :</b> Les installations de prélèvement d'eau pour l'appoint de l'installation de traitement des matériaux sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Un volucompteur est présent sur la canalisation de pompage. Ce dispositif est relevé mensuellement par le chef de carrière. Les relevés sont enregistrés et conservés dans la base de données informatisées de l'exploitant.</p> <p>Au regard du suivi réalisé, le volume d'eau pompé sur les premiers mois de 2023 était de l'ordre de 25 000 m3.</p>
<p><b>Observations :</b> Compte tenu du volume d'eau "brut" relevé et en extrapolant sur une année, il est probable que le volume d'eau annuel prélevé sera supérieur au seuil de 75 000 m3/an indiqué à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 applicable aux installations relevant de la rubrique 2515 sous le régime de l'enregistrement (AMPG 2515 E - applicable aux installations de GSM).</p> <p>GSM a annoncé le dépôt prochain (possiblement fin 2023) d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter afin de renouveler et étendre l'exploitation de la carrière. Il conviendra dans son dossier que GSM veille à présenter, s'il y a lieu, l'ensemble des éléments nécessaires à la régularisation de la situation de l'installation (le cas échéant, une demande d'aménagement des prescriptions de l'AMPG 2515 E).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>